
Congrès extraordinaire du Pdcî / La candidature d'Akossi Bendjo est légitime face aux statuts



Noël Akossi Bendjo est candidat à la présidence du PDCI-RDA. Vice-président du parti, son intention est de donner les rudiments au parti septuagénaire de remporter la présidentielle de 2025.

Certains de ses détracteurs brandissent la carte de sa condamnation par contumace, afin de l'empêcher de briguer la présidence du PDCI-RDA. Une position qui amène à dormir debout. Militant farouche du PDCI-RDA, son refus à adhérer au RHDP l'a contraint à un exil en 2018. Anciennement maire du Plateau, Cité des affaires d'Abidjan, Akossi Bendjo n'a failli aucunement à ses obligations de militant du plus vieux parti de Côte d'Ivoire. Un procès par contumace tenu à Abidjan en mai 2019, le condamnait à 20 ans de prison.

De ce fait, ce jugement n'entache en rien sa volonté de briguer la présidence de son parti. Une condamnation politique qui n'a aucun impact sur sa gestion politique. Bien au contraire, « il aurait pu faire comme de nombreux cadres du PdcI à l'époque, c'est-à-dire rallier le Rhdp pour jouir tranquillement de son mandat à la tête de la mairie du Plateau. Que non ! Il a sacrifié ses avantages pour ne pas affaiblir son parti, qui faisait face à une vague de départs vers le Rhdp », confie l'un de ses proches. Rentré d'exil en 2021, Noël Akossi Bendjo jouit bel et bien de ses droits politiques, nonobstant sa condamnation par contumace. En sus, Akossi Bendjo n'a jusque-là pas été interpellé par le Comité des sages au sujet de sa condamnation.

Il ne ménage aucun effort à apporter sa solidarité aux cadres de son parti. Pour preuve, il a participé à plusieurs meetings des candidats du PDCI-RDA lors des campagnes des élections locales de septembre 2023. L'objectif était d'aider à la victoire du PDCI-RDA, à la suite du décès de Henri Konan Bédié. Lors d'une rencontre tenue courant novembre 2023, avec les militants de Yamoussoukro, Akossi Bendjo a affirmé ne pas être intéressé par le pouvoir présidentiel. « Il faut qu'on trouve des cadres de 60 ans pour 2025. Nous avons les Hommes et les compétences qu'il faut », selon lui.

Pierre Méléde